

De quoi l'urbanisation indienne est-elle le nom ?

Ayan Meer

Recensé : Marie-Hélène Zérah, *Quand l'Inde s'urbanise. Services essentiels et paradoxes d'un urbanisme bricolé*, Paris, Éditions de l'Aube, « Bibliothèque des territoires », 2020, 320 p.

Comment analyser l'urbanisation du géant indien ? Marie-Hélène Zérah appelle à délaisser les modèles de la ville européenne pour mettre en lumière des formes urbaines plurielles, irrégulières et bricolées, où l'accès aux services essentiels tient le rôle principal.

Au cours des trente dernières années, l'Inde a vécu une libéralisation de son économie, l'émergence de nouveaux régimes d'accumulation et de régulation, une croissance économique inégale, ainsi que de profondes transformations sociales. En termes géographiques, cela s'est traduit par la croissance relativement rapide de sa population urbaine, due aussi bien à l'expansion des villes, aux migrations d'un monde rural en crise, mais également à une série de requalifications administratives. Ce sont ces profondes mutations que Marie-Hélène Zérah, directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), se propose d'analyser à travers une riche plongée dans l'urbanisation indienne, en prenant le parti de l'étudier au prisme des services essentiels, à savoir l'eau, l'assainissement et l'électricité.

Réévaluer l'urbanisation indienne par les services essentiels ?

Loin de résumer la question urbaine indienne de la fin du siècle dernier au début de celui-ci, les services essentiels ont le mérite d'en faire ressortir des tensions cruciales. L'accès aux services, « bricolé » et stratifié dans un « kaléidoscope » de configurations institutionnelles, selon les mots de l'auteure, devient le miroir d'une urbanisation inégale, aussi bien entre villes de tailles différentes, mais également au sein de chaque ville. Ce kaléidoscope devient ainsi une heuristique permettant d'éviter les écueils communs d'un manichéisme entre les secteurs formels et informels, ou entre la légalité et l'illégalité de pratiques socio-politiques liées à l'obtention de ces ressources.

Sur le plan théorique, l'étude des services essentiels permet tout d'abord à Zérah de questionner les modèles d'urbanisation hérités des villes occidentales, qui reposent sur l'exode rural, l'industrialisation et le développement infrastructurel à grande échelle. Or, si l'on s'en tient par exemple à l'assainissement, force est de constater que la trajectoire de développement indienne présente des anomalies par rapport à ces modèles. En effet, plus de 12 % de la population urbaine, selon les chiffres du dernier recensement, pratique la défécation en plein air, alors que des pays bien moins riches ont résolu ce problème de santé publique. La question des inégalités de caste est donc prédominante dans l'ouvrage, notamment dans le dernier chapitre, fruit d'un dense travail de terrain dans l'état de l'Haryana, au nord de l'Inde, où les tensions entre castes dites dominantes et inférieures structurent les inégalités d'accès aux services essentiels.

Par ailleurs, Zérah poursuit ici ses réflexions sur l'« urbanisation subalterne » (Denis et Zérah 2017), néologisme visant à mettre en lumière l'émergence d'une croissance urbaine diffuse dans les petites villes du pays, au-delà des études galvaudées sur les mégapoles. « Il faut », écrit-elle, « sortir des lieux de la métropole pour saisir la complexité de l'impact de la croissance économique et des mutations sociales en lien avec la transition urbaine » (p. 265). Ce faisant, Zérah revendique la dette théorique que son ouvrage doit aux travaux de Jennifer Robinson (2005), dont les réflexions sur l'importance des villes dites ordinaires dans la formulation de théories urbaines ont inspiré toute une génération de géographes, autour du *Southern Urbanism* notamment. Toutefois, là où la théorie postcoloniale a pu porter ce courant vers l'étude du développement urbain sur le plan discursif et idéologique, Zérah se concentre davantage sur les bricolages socio-spatiaux et institutionnels qui constituent l'urbanisation indienne, souvent à rebours de théories existantes.

« Que l'Inde appartienne à deux mondes est une platitude courante qui s'avère être vraie », écrivait Barrington Moore dans les années 1960, se penchant sur le manichéisme entre archaïsme et modernité qui structurerait le sous-continent. Bien que ce cliché ait été problématisé, y compris de façon brillante par l'ouvrage de Zérah, il est évident que l'urbanisation, comprise comme synonyme du développement, trouve un terrain paradoxal en Inde. C'est le constat que faisait l'historien Gyan Prakash (2002) lorsque, en commentant le « tournant urbain » pris par les sciences sociales indiennes à l'orée du siècle, il notait les limites du discours modernisateur propre au nationalisme indien, dont la linéarité narrative ne prenait pas en compte la différenciation spatiale. En effet, la géographie urbaine indienne résiste à la représentation conventionnelle de la ville comme lieu de progrès et de développement, et nous incite à repenser les limites de l'urbain, un appel repris à plusieurs reprises par l'auteure.

Urbanisation et libéralisation

L'ouvrage de Zérah démontre que la « ville néolibérale », modèle largement diffusé et débattu ces dernières décennies (Pinson et Morel Journal 2016), ne se traduit pas en Inde par l'uniformisation d'un retrait ciblé de l'État et l'émergence d'un secteur privé dynamique. Certes, ces années ont vu naître un nouveau pacte managérial, une compétition territoriale accrue et un grand nombre de partenariats public-privé dans le développement et la gestion des services essentiels. Cependant, l'auteure note combien la libéralisation a permis un nouvel agencement institutionnel dans les secteurs concernés, reproduisant un clientélisme rentier sous couvert d'entrepreneuriat moderne et de décentralisation, se rapprochant ainsi des travaux de Heller, Mukhopadhyay et Walton (2016) sur la « ville-cabale » dans l'Inde contemporaine. De plus, à travers des études comparatives des politiques publiques d'accès à l'eau dans différentes villes, Zérah démontre qu'il n'y a pas une seule Inde urbaine, mais bien un foisonnement de bricolages politico-institutionnels en ce qui concerne les services essentiels.

Car une des contributions majeures de cet ouvrage est bien de brosser un portrait complexe du « capitalisme de basse intensité » (p. 32) qui caractérise la provision de services essentiels dans les villes indiennes. Ce « bricolage » forme et traverse les espaces formels et informels, comme avec l'exemple des camions-citernes qui approvisionnent en eau les quartiers non rattachés aux réseaux municipaux. Si cela est un système « entre prédation et bénévolence » (p. 214), il représente pour les populations défavorisées des villes un service important, là où les modèles de gouvernance participative ont été à tous égards un « cheval de Troie d'une forme renouvelée de confiscation élitaire » (p. 237), captés par les bourgeoisies urbaines contre les pauvres, comme cela avait été mis en évidence dans les travaux de Ghertner (2015) et Bhan (2016).

Par ailleurs, Zérah montre bien combien ce « capitalisme de basse intensité » n'est pas parallèle à un secteur formel dynamique, moderne et en plein essor, dont il serait l'*autre* obsolète et encombrant, mais bien consubstantiel à celui-ci. Ainsi, en présentant la modernité de ces informalités, l'auteure évite les écueils communs de la représentation du *jugaad* dans les villes indiennes. Terme hindi traduisant l'idée de débrouille ou d'innovation frugale (Radjou et Prabhu

2015), ce concept est devenu le tropisme préféré des libéraux (De Soto 2010 ; Glaeser 2012 ; Brook 2014), qui y voient l'illustration de la créativité innée des pauvres, hérauts d'un darwinisme entrepreneurial bridé par un État développementaliste monolithique et dépassé.

L'économie de marché : ni Dieu, ni diable ?

En alternant savamment les échelles, géographiques ou institutionnelles, Zérah choisit comme fil rouge l'impact de la libéralisation économique, et prend le parti d'analyser le marché comme n'étant « ni Dieu, ni diable » (p. 198), s'appuyant sur la formule de Laurence Fontaine (2013). Cela a le grand mérite de rendre compte de l'essor protéiforme de l'économie de marché, des enclaves privatisées des mégapoles aux nouveaux *bazaars* des « villes censitaires¹ », mais aussi d'éviter les écueils d'une lecture trop normative. Toutefois, cet irénisme relatif est peut-être aussi une limite de l'ouvrage, dans la mesure où il ne permet pas d'appréhender entièrement les raisons de la persistance des inégalités dans les villes indiennes.

Si la libéralisation et les marchés qui l'accompagnent ne sont qu'une variable d'ajustement, ici bienfaisante et là malfaisante, « ni Dieu, ni diable », alors il devient difficile de rendre compte des causes profondes pour lesquelles l'urbanisation indienne a pris cette forme irrégulière, et donc « bricolée ». En effet, comme le montrent les travaux de Darshini Mahadevia (2008), l'Inde ne s'est pas tant urbanisée que « déurbanisée », portée par une « désindustrialisation prématurée » (Rodrik 2016) et par l'explosion d'un marché immobilier visant à « transformer les hectares en mètres carrés », créant de nouveaux espaces micro-urbains non agraires ainsi que des nouveaux « travailleurs sans attaches² » (Breman 1996, 2010), provenant des régions dévastées par les crises à répétition des marchés agricoles depuis les années 1990.

Le geste comparatif de cet ouvrage, pourtant si nécessaire pour comprendre la diversité des profils urbains indiens et si brillamment déployé par Zérah, s'arrête toutefois aux frontières de ces villes variées. Ce faisant, il limite la compréhension de ce qui les a constituées lors des trois dernières décennies de libéralisation économique, à savoir les vicissitudes d'un monde rural qui constitue encore près des deux tiers de la population indienne. Loin de disqualifier cet important ouvrage, que tout chercheur en Asie du Sud trouvera fondamental, ce dernier point rappelle la nécessité de faire dialoguer la géographie urbaine avec la géographie rurale, ou du moins d'étirer la frontière de l'urbain (Balakrishnan 2019). En nous invitant à détourner le regard des mégapoles indiennes et à se tourner vers des urbanités plus marginales et moins connues, au-delà de nos représentations de l'urbanisme moderne, cet excellent et ambitieux livre nous amène dans cette direction.

¹ Le terme de « ville censitaire » fait référence à des lieux recensés comme « urbains » (car remplissant les critères établis par l'État central indien) mais administrés comme « ruraux ». Pour une analyse détaillée de ce phénomène, voir Pradhan (2017).

² Une traduction possible du terme *footlose labour* du sociologue Jan Breman.

Bibliographie

- Balakrishnan, S. 2019. « Recombinant Urbanization: Agrarian-Urban Landed Property and Uneven Development in India », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 43, n° 6, p. 617-632.
- Bhan, G. 2016. *In the Public's Interest: Evictions, Citizenship and Inequality in Contemporary Delhi*, Delhi : Orient BlackSwan.
- Breman, J. 1996. *Footloose Labour: Working in India's Informal Economy*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Breman, J. 2010. *Outcast Labour in Asia: Circulation and Informalization of the Workforce at the Bottom of the Economy*, New York : Oxford University Press.
- Brook, D. 2014. « Slumming It: The gospel of wealth comes from Dharavi », *The Baffler*, n° 25.
- Denis, E. et Zérah, M.-H. (dir.). 2017. *Subaltern Urbanisation in India: An Introduction to the Dynamics of Ordinary Towns*, New York : Springer.
- De Soto, H. 2010. *Le Mystère du capital. Pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout*, Paris : Flammarion.
- Fontaine, L. 2013. *Le Marché. Histoire et usages d'une conquête sociale*, Paris : Gallimard.
- Ghertner, D. A. 2015. *Rule By Aesthetics: World-Class City Making in Delhi*, New York : Oxford University Press.
- Glaeser, E. 2012. *Triumph of the City. How Our Greatest Invention Makes Us Richer, Smarter, Greener, Healthier, and Happier*, New York : Penguin Random House.
- Heller P., Mukhopadhyay, P. et Walton, M. 2016. « Cabal City: Regime Theory and Indian Urbanization », *Watson Institute Research Paper*, n° 32.
- Mahadevia, D. (dir.). 2008. *Inside the Transforming Urban Asia: Processes, Policies and Public Actions*, New Delhi : Concept Publishing.
- Pinson, G. et Morel Journel, C. 2016. « The Neoliberal City – Theory, Evidence, Debates », *Territory, Politics, Governance*, vol. 4, n° 2, p. 137-153.
- Pradhan, K. C. 2017. « Unacknowledged Urbanisation: The New Census Towns in India », in E. Denis et M.-H. Zérah (dir.), *Subaltern Urbanisation in India : An Introduction to the Dynamics of Ordinary Towns*, New York : Springer, p. 39-66.
- Prakash, G. 2002. « The Urban Turn », *Sarai Reader. The Cities of Everyday Life*, p. 2-7.
- Radjou, N. et Prabhu, J. 2015. *L'Innovation frugale. Comment faire mieux avec moins*, Paris : Éditions Diatino.
- Robinson, J. 2005. *Ordinary Cities: Between Modernity and Development*, Londres : Taylor & Francis.
- Rodrik, D. 2016. « Premature deindustrialization », *Journal of Economic Growth*, n° 21, p. 1-33.

Ayan Meer est doctorant en économie politique au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Il est associé au Political Economy Lab du MIT et à l'Urban Theory Lab de l'université de Harvard. Parmi ses publications récentes : S. Ghosh et A. Meer, « Extended urbanisation and the agrarian question: Convergences, divergences and openings », *Urban Studies*, vol. 58, n° 6, 2021, p. 1097-1119.

Pour citer cet article :

Ayan Meer, « De quoi l'urbanisation indienne est-elle le nom ? », *Métropolitiques*, 17 mai 2021.
URL : <https://metropolitiques.eu/De-quoi-l-urbanisation-indienne-est-elle-le-nom.html>.